

POPULATION & SOCIÉTÉS

Raisonner sur le vieillissement

À propos d'une « polémique »

Plusieurs organes de presse ont fait état d'une polémique entre démographes quant à l'usage de « catégories ethniques » dans les enquêtes et analyses sur l'immigration. Controverse serait un mot mieux adapté. On pourra consulter à ce sujet le dossier de *Population* n°3/1998 : « La variable « ethnique » comme catégorie statistique », avec des articles de Henri LERIDON, Patrick SIMON, Alain BLUM, Jean-Louis RALLU, Didier LASSALLE.

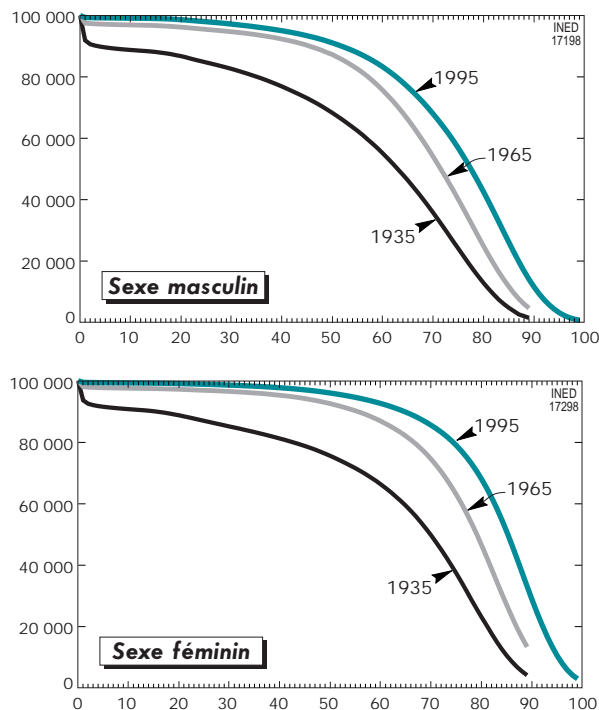
Cette question accompagne l'avancée des recherches sur l'intégration des immigrés. Préparant l'enquête MGIS (Mobilité géographique et insertion sociale), réalisée par l'INED avec le concours de l'INSEE, Michèle TRIBALAT avait publié trois éditoriaux dans *Population & Sociétés* : « Immigrés, étrangers, Français : l'imbroglio statistique » (n° 241, décembre 1989), « Attribution et acquisition de la nationalité française » (n° 281, juillet 1993), « Mise au point » (n° 291, juin 1994). Des résultats partiels en ont été publiés dans « Les immigrés et leurs enfants » (n° 300, avril 1995), « Le logement des immigrés » (n° 303, juillet 1995) et dans de nombreux articles et ouvrages. Les résultats détaillés ont été publiés dans *De l'immigration à l'assimilation : enquête sur les populations d'origine étrangère en France* (La Découverte et INED, 1996).

Sur des sujets connexes, *Population & sociétés* avait également publié deux « notules » : « Être plus ou moins immigré » (n° 160, juillet 1982), « Étrangers, immigrés, Français d'origine étrangère, renouvellement de la population » (n° 262, novembre 1991) et plus récemment « Décrire les minorités » (n° 309, janvier 1996). Ce dernier éditorial s'achevait ainsi : « Dès lors que sont scrupuleusement respectées la loi, les règles de l'art et la déontologie professionnelle, il n'y a pas de sujet tabou. Reste à en convaincre le public ». Force est de constater que, depuis 1990, Hervé Le Bras attise au contraire les inquiétudes du public en cherchant à discréditer les études démographiques en général et l'INED en particulier. Un article qu'il avait inspiré a déjà été condamné (cf « L'INED n'a pas menti ! » n° 264, janvier 1992). S'estimant diffamé par de récentes attaques qui voudraient accréditer l'idée que « la démographie est en passe de devenir en France un moyen d'expression du racisme », l'INED a saisi à nouveau la justice.

Michel Louis LEVY

Un élément essentiel du vieillissement contemporain est que les décès ont lieu de plus en plus souvent aux âges élevés : dans la dernière table de mortalité de l'INSEE [1], plus de deux décès masculins sur trois (68 %), près de six décès féminins sur sept (86 %) ont lieu après 70 ans. Soixante ans auparavant [2], les chiffres correspondants étaient 36 % et 50 %. Trente ans auparavant, ils étaient 54 % et 74 %. Cette concentration de l'âge au décès se traduit par la déformation de la « courbe des survivants », qui devient de plus en plus « rectangulaire », surtout pour le sexe féminin (graphique 1).

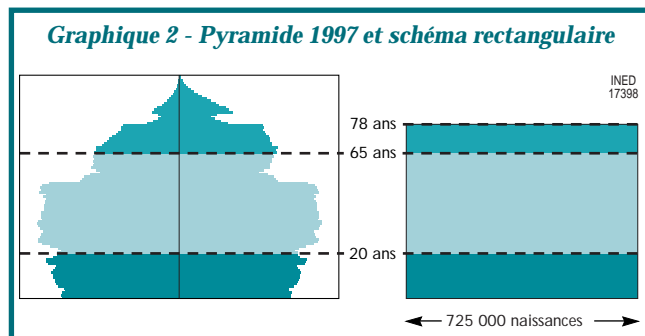
Graphique 1 - Les survivants de la table de mortalité



Sources : [1] et [2]

◆ Allongement de la vie

Comme le nombre annuel de naissances évolue peu, du moins en France, et que la mortalité aux âges jeunes et adultes est devenue relativement faible (1), la base de la pyramide des âges prend elle-même une forme rectangulaire. Il devient commode, pour la simplicité des raisonnements, de « passer à la limite » et d'imaginer à la fois que le nombre de naissances annuel soit constant et que la durée de la vie soit pour tous, hommes et femmes, la même, égale à l'espérance de vie moyenne des deux sexes ; la pyramide des âges deviendrait rectangulaire, avec pour largeur le nombre annuel de naissances et pour hauteur cette espérance de vie (2). Avec des chiffres proches de ceux de 1997 pour la France métropolitaine [3], disons 725 000 naissances et 78 ans, la population totale (graphique 2, droite) serait de 78 fois 725 000 soit 56,5 millions d'habitants, ordre de grandeur proche de la population réelle (58,7 millions). La proportion de « moins de 20 ans » serait de $20/78$, soit 25,6 % (proportion réelle : 25,8 %) et celle des « 65 ans ou plus » ($78 - 65 = 13$) serait de $13/78$, soit 16,7 %, un peu surestimée (15,6 %).



Aussi simpliste qu'il soit, ce schéma permet de comprendre l'importance actuelle, dans le processus de vieillissement, de l'allongement de l'espérance de vie. Celle-ci, ces derniers temps, a augmenté d'un an tous les quatre ans. Dans le schéma précédent, le gain d'un an d'espérance de vie, par exemple de 77 à 78 ans, ferait passer la proportion des « 65 ans ou plus » de $12/77$ à $13/78$, soit de 15,6 % à 16,7 %, une augmentation de 1,1 point. De fait l'augmentation réelle en quatre ans, de 14,7 % début 1994 à 15,6 % début 1998, a été assez proche : 0,9 point. Pour que la proportion de « personnes âgées » reste fixe, il faudrait convenir que l'âge au-delà duquel on est « âgé » est, par exemple, de 12 ans inférieur à la durée de vie moyenne : 65 ans quand celle-ci vaut 77 ans, 66 ans quand celle-ci vaut 78 ans et ainsi de suite... Tout ceci pour en venir à l'idée suivante, souvent énoncée, qui assimile implicitement personne âgée et retraitée : le recul de l'âge moyen de retraite, à un rythme voisin de celui de l'espérance de vie – un an en quatre ans, cinq ans en vingt ans – permettrait de compenser la partie du vieillissement de la population qui résulte de l'allongement régulier de la vie.

(1) Les mouvements migratoires sont également relativement faibles.

(2) Dans une telle approximation, une « pyramide » rectangulaire de 60 millions d'habitants peut figurer 800 000 nouveau-nés annuels vivant 75 ans ou 750 000 nouveau-nés annuels vivant 80 ans.

◆ Stabilité du nombre de décès

Dans ce raisonnement, on fait comme si la société, au lieu d'imposer un âge fixe de retraite, décidait que la norme est de passer en retraite les 12 dernières années de la vie. Sur un plan voisin, on entend souvent dire que les dépenses de santé, et notamment celles d'hospitalisation, sont maximales dans la dernière année de vie. Imaginons donc que ces dépenses soient complètement concentrées dans cette dernière année. Il en résulterait que les dépenses de santé seraient proportionnelles au nombre annuel de décès et non pas au nombre de personnes âgées de plus de tel âge.

Dans le schéma rectangulaire, si le nombre de naissances et la durée de vie sont fixes, la population est stationnaire : le nombre de décès est égal à celui des naissances. Mais si la durée de vie augmente régulièrement, la population augmente ; c'est que le nombre de décès est plus faible que celui des naissances. Chaque fois que la durée de vie augmente d'un an, la population augmente du nombre de naissances annuel (par exemple de 75 fois 800 000 à 76 fois 800 000). S'il a fallu quatre ans pour cette augmentation de population, c'est que la différence pendant ce temps entre le nombre de naissances et celui des décès est égale au nombre de naissances annuel. En quatre ans, le nombre de naissances est évidemment de quatre fois le nombre annuel mais le nombre de décès n'est que de trois fois le nombre annuel de naissances : avec une croissance de l'espérance de vie d'un trimestre par an, le nombre de décès est, dans le schéma rectangulaire, constant et inférieur du quart à celui des naissances, 600 000 contre 800 000 par exemple. Ces dernières années en France, le nombre de naissances a été de l'ordre de 730 000 et celui des décès de 530 000.

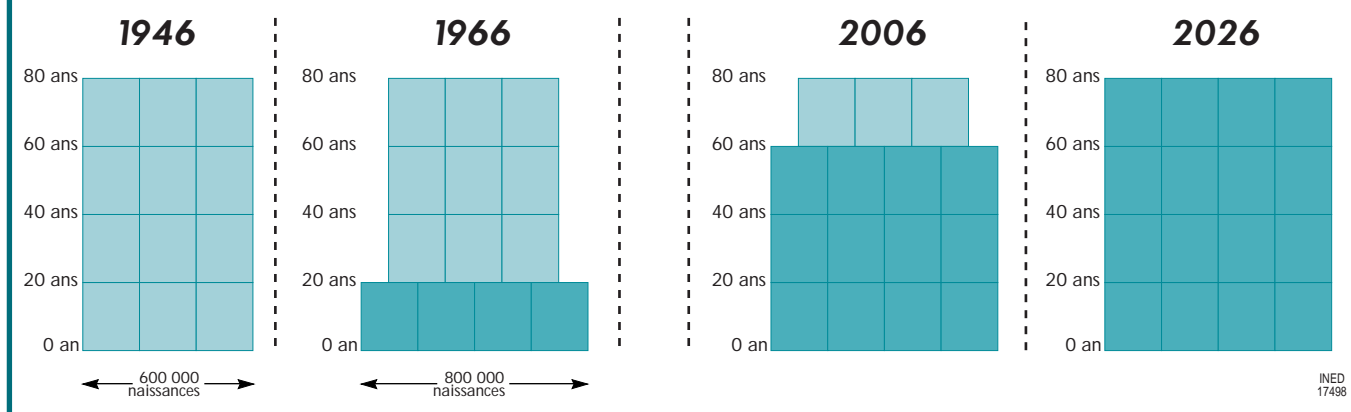
On peut donc en conclure que si les dépenses de santé étaient strictement concentrées dans la dernière année de vie, l'allongement de la vie allégerait les dépenses de santé et ne jouerait du moins aucun rôle dans leur augmentation. Bien sûr, cette hypothèse est extrême. Elle supposerait que « l'espérance de vie en bonne santé » progresse comme l'espérance de vie et que la « vie en bonne santé » ne coûte rien, quel que soit l'âge ; ces deux conditions sont certainement fausses, ne serait-ce que parce que les pathologies ne sont pas indépendantes de l'âge. Mais ce petit modèle esquisse comment on pourrait étudier et expliquer la balance des économies et des dépenses supplémentaires liées au vieillissement.

◆ La discontinuité de 1946

Par ailleurs le schéma rectangulaire ne rend pas compte de l'événement qui justifie plus particulièrement la préoccupation actuelle sur les conséquences du vieillissement, à savoir l'arrivée en 2006 des premières classes du *baby-boom*, celles nées à partir de 1946, à l'âge de 60 ans, circonstance qu'on qualifie quelquefois de *papy-boom*.

Introduisons donc une discontinuité. On peut admettre, pour faciliter le raisonnement, que le nombre annuel de naissances est de 600 000 jusqu'en 1945 et de 800 000 depuis 1946. La croissance de l'espérance de vie se traduisait par un agrandissement vers le

Graphique 3 - La montée en âge des générations du baby-boom



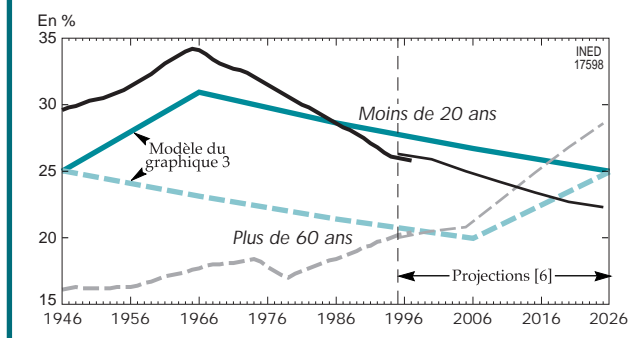
haut de notre rectangle, il faut étudier maintenant les effets d'un élargissement par la base. Neutralisons la durée de vie en la figeant à 80 ans. Nous avons à suivre le passage en 80 ans, de 1946 à 2026, d'un rectangle de 80 fois 600 000, soit 48 millions d'habitants, à 80 fois 800 000, soit 64 millions. Une croissance du quart, 25 %, en 80 ans correspond à une croissance annuelle moyenne de 0,27 % par an. Les chiffres ronds choisis permettent de décomposer la « pyramide » en « briques » ayant pour hauteur 20 000 naissances et pour hauteur 20 ans (graphique 3).

Au départ en 1946, il y a 4 fois 3 briques, soit 12, à l'arrivée en 2026 il y en a 4 fois 4, soit 16 ; dans les deux cas, les proportions de « moins de 20 ans » et de « 60 ans ou plus » sont les mêmes, $3/12 = 4/16 = 1/4 = 25\%$. Mais ces deux grandeurs varient dans l'intervalle :

– En 1966, la proportion de jeunes s'est élevée à $4/13$ (31 %), il y a $6/13$ (46 %) d'adultes et $3/13$ (23 %) de personnes âgées ;

– En 2006, il y a $4/15$ (27 %) de jeunes, $8/15$ (53 %) d'adultes, $3/15$ (20 %) de personnes âgées. On peut comparer ces évolutions à celles réellement constatées et projetées (graphique 4). Pour la proportion de jeunes, l'évolution ressemble beaucoup à celle du modèle. Pour celle de personnes âgées, les différences sont plus sensibles, liées à l'allongement de l'espérance de vie à la naissance, passée dans les faits de 63 ans (hommes) et 69 ans (femmes) en 1950 à 74 et 82 ans en 1998 et projetée à 78 et 86 ans en 2025 (alors qu'elle est figée à 80 ans pour les deux sexes dans le schéma). Mais la discontinuité de 2006 apparaît aussi nettement dans le modèle que dans les projections.

Graphique 4 - Proportions de moins de 20 ans et de 60 ans ou plus, dans le modèle du graphique 3 et dans la réalité



Retenons que dans le modèle du graphique 3, où l'espérance de vie ne varie pas, la proportion de « 60 ans ou plus », qui avait mis 60 ans pour s'abaisser de 25 à 20 %, met seulement 20 ans pour faire le chemin inverse. Cette croissance, de 5 % en vingt ans, particulière à la période 2006-2026, est du même ordre que celle due actuellement à l'allongement de l'espérance de vie. Le vieillissement durant les premières décennies du siècle prochain est donc inéluctable, du fait de l'arrivée à 60 ans des générations du *baby-boom*, mais aussi en raison des progrès vraisemblables de l'espérance de vie même ralentis.

◆ Du *papy-boom* au *mamy-boom*

On a raisonné jusqu'ici, avec des durées de vie identiques pour les hommes et les femmes. Le fort écart en France entre l'espérance de vie masculine et féminine, de l'ordre de 8 ans (74 et 82 ans), conduit à différencier les deux sexes, c'est-à-dire à décomposer le schéma rectangulaire en deux (graphique 5). Comme il naît environ 105 garçons pour 100 filles, 725 000 naissances correspondent à 372 000 garçons et 353 000 filles (tableau 1). Les proportions de « 65 ans ou plus » sont, dans le schéma rectangulaire respectivement de $9/74$, soit 12,2 % et $17/82$, soit 20,7 %, un écart de 8,5 points. Avec les chiffres « réels » de 13,0 % et 18,1 %, l'écart n'est en fait que de 5,1 points.

Aux phénomènes démographiques que sont l'allongement de la durée de vie et la montée en âge des générations du *baby-boom*, s'ajoute pour le sexe féminin un phénomène économique, la montée du salariat ; précisément pendant les 60 ans qui vont de 1946 à 2006, le modèle de la « femme au foyer » a basculé, remplacé par celui du « ménage à deux salaires ». Les femmes qui ont actuellement ou vont avoir 60 ans ont eu des carrières professionnelles très variées. Très rares

Graphique 5 - Schéma rectangulaire, par sexe

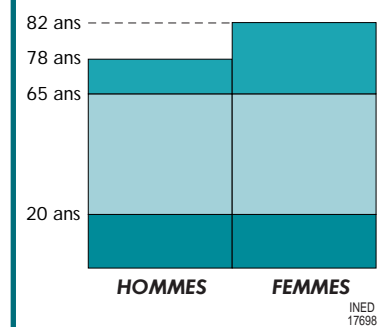


Tableau 1 - Comparaison du « schéma rectangulaire » et de la population 1997

	Schéma rectangulaire			Population 1997		
	Sexe masculin	Sexe féminin	Ensemble	Sexe masculin	Sexe féminin	Ensemble
Naissances (en milliers)	372	353	725	372	353	725
Espérance de vie à la naissance (en années)	74	82	78	74,2	82,1	78,1
Population totale (en millions)	27,5	28,9	56,6	28,6	30,1	58,7
dont moins de 20 ans (en %)	27,0	24,4	25,6	27,1	24,6	25,8
65 ans ou plus (en %)	12,2	20,7	16,7	13,0	18,1	15,6

sont désormais celles qui n'ont « jamais travaillé » mais très rares aussi sont celles qui ont eu une carrière professionnelle complète, de type masculin. Celles qui sont veuves ont souvent des « droits dérivés » de ceux de leur défunt mari (pension de réversion). Cette évolution considérable permet à bien des couples de percevoir deux retraites au lieu d'une seule, ce qui leur permet « d'amortir » la diminution éventuelle du pouvoir d'achat des retraites. Mais il reste à étudier l'influence que la montée du salariat féminin a eu, hier pour accroître les cotisations perçues, désormais pour augmenter la charge des pensions à verser.

Il n'y a pas que les carrières professionnelles qui soient très variées : les configurations familiales aussi, selon la survie des parents, les destins conjugaux, le nombre et le devenir des enfants... Dans ces conditions, la technique traditionnelle de la cotisation de retraite individuelle finançant, par répartition ou capitalisation, la pension de retraite individuelle paraît insuffisante. En tous temps et en tous lieux, ce sont les couples et les familles qui constituent un patrimoine et épargnent leur vie durant pour mettre à l'abri du besoin dans ses vieux jours le dernier survivant. Il appartient de plus à l'État de veiller à ce que les inégalités dues aux hasards de l'existence restent dans des limites acceptables. Cela conduit à imaginer qu'une partie des ressources des caisses de retraite soient issues d'un prélèvement dont le barème serait du type de celui de l'impôt sur le revenu, exonérant les ménages ne disposant que d'un revenu minimal (abattement à la base) mais progressif au-delà avec le niveau de vie, c'est-à-dire plus que proportionnel à celui-ci. Ce niveau de vie devrait se déduire non seulement des revenus des membres de la famille mais aussi du patrimoine, des droits à la retraite accumulés et des charges familiales, enfants, personnes âgées, handicapées...

« On sait que la distribution du patrimoine est nettement plus inégalitaire – ou nettement plus concentrée – que celle des revenus, compte tenu du « processus » d'accumulation (...) Par le biais de l'épargne qui s'apparente à un bien de luxe et des transmissions, les inégalités de patrimoine amplifient les inégalités de revenus » ([4], p. 107). Aux perspectives souvent envisagées [5] de recul de l'âge de la retraite, de diminution relative des prestations et d'augmentation relative des cotisations, sans doute faut-il ajouter de compenser le recours accru à la capitalisation par la fiscalisation d'une partie des ressources des caisses de retraite, selon un mode combinant l'encouragement à l'épargne et une certaine

redistribution des ressources entre retraités. Ce ne sera pas trop des années qui restent d'ici 2006 pour discuter un tel système.

Michel Louis LÉVY

RÉFÉRENCES

- [1] Roselyne KERJOSSE et Irène TAMBY : « La situation démographique en 1995 » *INSEE - Résultats*, n° 584-585, décembre 1997, p. 134
- [2] Jacques VALLIN : *La mortalité par génération en France, depuis 1899*, Préface de Louis Henry, Coll. « Travaux et documents », cahier n° 63, INED, 1973, 484 p.
- [3] Michel Louis LÉVY « La population de la France, 1995-1997 », *Population et Sociétés*, n° 333, mars 1998, INED
- [4] *Revenus et patrimoine des ménages, édition 1998*, série Synthèses n° 19, Statistique publique, INSEE, 1998
- [5] Alain PARANT : « Longévité et retraite » « Le vieillissement démographique de l'Union européenne », *Population & Sociétés*, n° 310, février 1996 et n° 321, février 1997, INED
- [6] Quang-Chi DINH : « Projection de population totale pour la France métropolitaine », *INSEE-Résultats*, n° 412, août 1995

Vient
de
paraître :

Johann Peter SÜSSMILCH

L'ORDRE DIVIN

dans les changements de l'espèce humaine,
démonstré par
la naissance, la mort
et la propagation de celle-ci

Texte intégral de l'édition de 1741
traduit et annoté par
Jean-Marc ROHRBASSER



Prix de vente :
260 FF

En vente à la
librairie de l'INED,
ou par
correspondance.

À PARIS
À L'INSTITUT NATIONAL
D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

1998